

### *La situation économique*

Encore une fois, je pourrais par parti pris politique attaquer l'inaction du gouvernement. Je pense qu'il le mériterait. La performance du ministre des Finances a été extraordinaire. Je pense au livre du président Kennedy intitulé *Profiles in Courage*. Le ministre des Finances n'a ni profil, ni courage. Rien ne semble indiquer qu'il soit prêt à défendre sa politique devant le public canadien, ni devant les provinces de l'Est ou de l'Ouest, ni qu'il ait l'intention d'expliquer à la population du Canada la politique que son gouvernement tient à suivre. Il ne l'a pas fait. On dirait presque que nous avons un ministre des Finances invisible qui suit une politique invisible. Il s' imagine sans doute que la politique finira en quelque sorte par s'imposer ou que le problème disparaîtra de lui-même. Il arrive parfois en parlant que nous divulguons des choses que nous n'avons pas l'intention de dire et lorsque le ministre dit: «Le gouvernement a une position anti-inflation.» J'ai pensé que c'était une belle expression pour décrire la politique du gouvernement. Le gouvernement n'a pas de politique; monsieur l'Orateur, le gouvernement a une position. C'est de cette position et de la politique que je voudrais parler. C'est le fil commun qui unira l'Angleterre de Margaret Thatcher et la France de Giscard d'Estaing aux États-Unis du président Reagan lorsqu'il deviendra président. Ce sont des politiques semblables. Le ministre peut se consoler, comme il le fait souvent lorsqu'il arrive à la Chambre et qu'il dit: «Je suis allé à une réunion du FMI». Tout le monde fait la même chose. Ils sont tous d'accord avec nous.

**M. MacEachen:** Et Helmut Schmidt?

**M. Rae:** Le ministre demande: «Et Helmut Schmidt?» Je vais dire un mot de Helmut Schmidt, monsieur l'Orateur, mais je demande quel est le taux de chômage dans l'Allemagne de Helmut Schmidt. Il n'y a pas de comparaison entre le niveau de chômage de l'économie allemande et le nôtre.

Il n'y a pas de comparaison possible entre le niveau de capacité inutilisée de leur économie et le niveau de la nôtre.

**M. Lalonde:** Ils les expédient en Turquie.

**M. Rae:** Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dit qu'ils les chassent du pays. C'était vrai en 1974, mais ce ne l'est plus aujourd'hui et le ministre devrait le savoir. On ne comprend pas qu'il puisse faire une déclaration générale comme celle-là à propos de la politique du gouvernement allemand.

Quelle est la nature du problème? Au Canada, le problème réside essentiellement dans le fait que nous avons une économie coloniale et vassalisée. Les programmes que le gouvernement met en œuvre ne font que perpétuer et aggraver le problème. Si nous considérons l'inflation qui nous vient de l'étranger et le sous-développement de l'économie, le fait que notre chômage ne soit pas simplement cyclique ou causé par des crises—c'est-à-dire un chômage qui fluctue selon la capacité productrice de l'économie,—nous constatons que nous connaissons des taux énormes de chômage permanent et structurel et il suffit de voir la nature de l'économie et de nos structures économiques pour trouver la réponse à ces problèmes. Ce n'est pas ce que prétend le ministre. Il dit que si nous continuons dans cette voie modérée, en faisant un petit peu par-ci et un petit peu par-là, nous finirons bien par résoudre

ces contradictions fondamentales. Je ne vois pas comment cela sera possible. Je ne pense pas que cela soit possible. Comment pourrait-il en être autrement?

Le député de Saint-Jean-Ouest l'a signalé. Nous le lui avons fait remarquer lorsqu'il était ministre des Finances. Nous l'avons signalé lorsqu'il était au comité en train de défendre la ligne de conduite du gouverneur Bouey. Nous l'avons fait remarquer au cours de la deuxième campagne électorale. Bien entendu, notre déficit du compte courant est énorme. Il va sans dire que nous avons des dettes envers le reste du monde. A quoi sont-elles dues? Il y a deux raisons fondamentales. Tout d'abord, nous importons trop de produits finis et de machines. En 1979, notre déficit était de 17 milliards de dollars. Deuxièmement, nous versons trop d'argent à l'étranger sous forme de dividendes et d'intérêts sur nos dettes. Pour quelle raison? Nous le faisons parce que notre économie est avant tout coloniale.

Comment sortir de ces structures et de ce cycle? Comment nous lancer dans une nouvelle politique qui nous permettra d'en sortir. Je ne parle pas de trouver une solution immédiate, parce que personne à la Chambre n'en propose. Le ministre ne peut pas se tirer d'affaire en disant qu'il n'y a pas de solutions immédiates ou de réponses faciles, cela va de soi. Mais il doit se poser la question suivante: y a-t-il un espoir d'accroître notre autonomie en suivant une politique économique sur 5, 10, 20 ou 25 ans? Aucun des membres de notre parti, qui a des racines vraiment internationales, n'oserait songer à couper le Canada du reste du monde. C'est pourtant le genre de propos que tient le ministre. Là n'est pas la question. Il s'agit plutôt de découvrir comment le Canada peut devenir aussi indépendant que le Japon, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne. Le ministre avait tout à fait raison quand il a affirmé au député de Saint-Jean-Ouest qu'il n'y a aucun point de comparaison entre notre économie et celle de ces pays parce que la leur est beaucoup plus indépendante de l'économie américaine. Leur économie n'est pas reliée comme la nôtre au marché de capitaux américains. A ce point de vue, ils n'ont pas une économie coloniale. Tout ce que nous pouvons dire, c'est bravo! Il faudrait maintenant que nous déterminions comment rendre notre propre pays et notre propre politique économique indépendants.

**Une voix:** Il faut de la volonté politique.

**M. Rae:** La volonté politique de le faire est une partie de la solution. Il faut aussi avoir une conception de la politique monétaire qui nous permette de nous sortir de ce cercle vicieux. Comment y parvenir? A mon avis, nous pourrions nous sortir de ce cercle vicieux en appliquant une politique de taux d'intérêt qui se fonde sur le problème de l'inflation au Canada et sur les besoins des Canadiens et de l'économie nationale. Si nous suivons une politique de taux d'intérêt qui entraîne éventuellement une hausse excessive de la valeur du dollar canadien—et je signale au ministre, bien que je sache que cela peut sembler étrange de parler d'une telle éventualité à un moment où le dollar vaut moins cher que jamais, qu'il faut pourtant songer non pas que le dollar pourrait éventuellement être évalué en dessous de sa valeur réelle, mais plutôt que le contraire pourrait se produire.